



PIÈCE DE RECHANGE CONTREFAITE

L'association des concessionnaires hausse le ton

Le sujet de la pièce de rechange contrefaite semble enfin susciter l'attention des pouvoirs publics qui viennent de sortir de leur immobilisme en organisant une journée d'étude, dimanche dernier, au cours de laquelle il ont annoncé une batterie de mesures pour contre-carrer le travail de sape de certains importateurs indélécats.



M. Baïri, président de l'AC2A.

Une initiative louable qui a de suite obtenu l'adhésion de l'association des concessionnaires automobile l'AC2A, qui a longtemps fait cavalier seul, ainsi que d'autres intervenants dans le secteur.

En plus d'un laboratoire d'analyses, des décisions ont été prises pour contrôler de près l'importation de la pièce de rechange, notamment son pays d'origine, en concertation avec les fabricants et constructeurs automobiles.

Si les autorités concernées ont décidé de déclarer tardivement la guerre à la contrefaçon dans un domaine important pour la vie des citoyens, les textes législatifs réglementant cette activité datent, en revanche, de 2002 et ils n'ont jamais connu d'application.

De toutes les interventions, celle du président de l'AC2A est, nous semblent-il,



La pièce de rechange, un élément vital dans la voiture.

façon et qu'elle indique à qui de droit les voies et moyens à entreprendre pour mener à bien et efficacement cette mission de salubrité publique.

Mohamed Baïri a d'emblée souligné l'importance du sujet et l'engagement des concessionnaires à encourager et soutenir toute action visant à mettre un terme à ce fléau qui tue par dizaines les citoyens sur nos routes. De par son rôle d'intermédiaire, l'AC2A se propose de «conjuguer ses efforts avec ceux des pouvoirs publics pour contribuer à la moralisation de la profession et son encadrement dans le seul intérêt du citoyen et des attentes de ses membres».

La source :
le sud-est asiatique

M. Baïri dressera aussi un bref aperçu historique en rappelant que «l'importation de la pièce de rechange a de tout temps été du ressort de personnes ayant peu ou prou de relations avec le métier et qui, dès le début, se rabattaient sur les pays du sud-est asiatique où la contrefaçon battait son plein et où l'on se souciait le moins de la qualité des produits qui nous étaient destinés. Il y eut même certaines pièces tout aussi contrefaites qui transitaient par l'Europe avant d'inonder les points de vente en Algérie». L'intervenant rappela tout de

mène commençait à prendre des proportions inquiétantes et qui plus est avec des prix singulièrement bas comparés à ceux de la pièce d'origine importée par les concessionnaires légalement installés dans notre pays, ce qui n'obéissait naturellement à aucune logique économique ou commerciale.»

Il s'est avéré au fil des années que les spécialistes de la contrefaçon s'ingéniaient à «améliorer» leur pâle copie et rendait de plus en plus difficile la mission de détection des anomalies par les services de contrôle. Souvent, ce sont des analyses poussées



qui finiront par déceler la non-conformité avec la qualité et les normes du constructeur. Selon l'AC2A, le marché de la pièce de rechange contrefaite est d'abord un business prospère pour des personnes sans scrupule que seul le profit anime.

Il va sans dire que très vite les conséquences d'une telle situation se sont manifestées à travers des accidents d'une rare violence causant la mort de personnes. Les premiers dégâts se sont révélés avec des plaquettes de frein fabriquées avec de l'amiante ainsi que des organes de suspension et de direction.

Un marché livré
à lui-même

«Il faut dire, précisera M. Baïri, que cette situation de pourrissement a été favorisée par l'absence de cadre juridique réglementant le secteur, la politique des bas prix prati-

quée par une concurrence déloyale et la mise en veilleuse ou l'abandon de certains projets industriels structurant qui auraient pu jeter les jalons d'une véritable industrie automobile nationale.»

Pour lui, tant que le marché n'est pas assaini, il est pour le moins inutile de parler d'investissement étranger dans le secteur sachant que le marché est pris en otage par ces importateurs indélécats qui ne s'acquittent pas ou partiellement de leurs droits et taxes au détriment du Trésor public. A cela s'ajoute un manque à gagner en matière d'emploi puisque les concessionnaires officiellement installés chez nous et leurs agents agréés voient leur chiffre d'affaires limité par cette concurrence déloyale.

Dans son exposé, le président de l'association des concessionnaires évoquera même les moyens utilisés par les importateurs pour convaincre les fabricants de pièces dans les zones suscitées de mettre à leur disposition les produits les moins coûteux possibles, encouragés, il est vrai, par la baisse importante du pouvoir d'achat du citoyen. Il rappellera de ce fait que «l'Algérie est passée d'un marché de qualité à un marché de prix où les professionnels de l'automobile se trouvent lourdement pénalisés». M. Baïri citera un autre élément important dans l'appréciation de la situation générale, à savoir la domina-

BRÈVES... BRÈVES...

CHINE

L'achat de voitures encouragé

La Chine a décidé mardi d'accroître fortement ses subventions pour encourager les achats d'automobiles et d'électroménager, deux de ses programmes phares pour doper la consommation et relancer l'économie, a annoncé l'agence Chine Nouvelle. Le gouvernement va notamment porter de 1 milliard de yuans (109 millions euros) à 5 milliards de yuans ses subventions pour remplacer un vieux véhicule, a précisé Chine Nouvelle. Ces fonds, de 600 millions l'an dernier, avaient déjà été portés à un milliard cette année. Pékin va aussi allouer deux milliards de yuans de subventions pour les consommateurs qui se doteront d'électroménager. «Cela va non seulement permettre d'accroître la consommation intérieure mais aussi améliorer l'efficacité énergétique et diminuer la pollution» en mettant au rebut vieux véhicules et appareils, a souligné Chine Nouvelle, citant un communiqué à l'issue d'une réunion mardi du gouvernement sous la houlette du Premier ministre Wen Jiabao. Pour pallier la chute de ses exportations liées à la récession mondiale, la Chine a pris toute une série de mesures visant à encourager la consommation intérieure.



TECHNOLOGIE

Un tableau de bord en 3D

Oubliez les anciennes jauges analogiques. La société de graphisme NVIDIA vient de concevoir une puce électronique réservée au marché de l'automobile et destinée à rompre la monotonie des affichages traditionnels. L'usage des lunettes cartonnées n'est heureusement pas requis. L'affichage en 3D expérimenté par la société NVIDIA pourrait bien révolutionner l'ambiance à bord de votre voiture. Grâce à une puce électronique équipée de logiciels de graphisme, cette société d'infographie montre les capacités d'un écran LCD à pouvoir lire des instruments en 3D. Iconmobile, partenaire d'NVIDIA sur ce projet, s'est chargé de dessiner l'interface relayant les informations de la voiture à la navigation. Les deux sociétés prévoient d'harmoniser leur produit en permettant aux constructeurs d'utiliser une base de matériels commune. Le tout, en ayant la possibilité d'insérer des éléments permettant de distinguer les différents modèles. Les conducteurs auraient également la possibilité de reconfigurer le système selon les conditions de conduite. Ils peuvent par exemple élargir l'affichage du tachymètre (compte-tours) en cas d'une conduite sportive, et le réduire au minimum pour les trajets urbains. Reste à connaître les répercussions d'une installation 3D sur les tarifs des véhicules.

Des batteries
au lithium-soufre

BASF et Sion Power s'associent pour développer des batteries lithium-soufre pour des voitures hybrides et électriques. Le principal avantage de cette technologie provient de sa capacité à augmenter l'autonomie des véhicules concernés. Un nouveau type de batterie pourrait bientôt arriver dans les voitures hybrides et électriques. Après, entre autres, le Ni-MH, le lithium-polymère et le lithium-ion, la firme BASF vient d'annoncer qu'elle allait développer des batteries lithium-soufre. Cette technologie, dont la société américaine Sion Power, qui va d'ailleurs collaborer avec BASF, s'est faite une spécialité, serait capable d'offrir jusqu'à cinq fois la capacité d'endurance du lithium-ion, pour des batteries de même poids. Tout cela grâce à une densité énergétique maximale pouvant monter à 2 600 Wh (watts-heure) par kilo, contre 160 pour le lithium-ion. Mais à ce niveau, les batteries ne pourraient supporter que 150 à 200 cycles de charge au maximum. BASF et Sion comptent donc travailler au développement de batteries lithium-soufre de 500 Wh/kg, qui pourraient déjà offrir des autonomies proches de 560 km sur une seule charge. Autres avantages évoqués : une meilleure tenue des batteries à basse température et des composants moins chers et moins toxiques que pour le lithium-ion. Une technologie prometteuse sur le papier donc, mais dont on attend encore la première mise en place sur un modèle hybride ou électrique pour savoir si elle a un avenir dans le domaine de la voiture verte.



la plus pertinente dès lors qu'elle sort des sentiers battus de la langue de bois institutionnelle et qu'elle nomme par leurs noms les véritables leviers du réseau de la contre-

go : « Ce sont les professionnels de l'automobile qui ont tiré en premier la sonnette d'alarme vers la fin des années 1990 quand ce phéno-